



Munich Personal RePEc Archive

Political Islamism: Failure of Governance and Inevitable Fall

Trabelsi, Mohamed Ali

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Université
Tunis El Manar

2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/77026/>

MPRA Paper No. 77026, posted 23 Feb 2017 00:32 UTC

L'islamisme politique : échec de gouvernance et chute inévitable

Résumé

L'objectif de cet article est d'étudier le système de gouvernance dans les pays qui ont connu des changements démocratiques dans le monde arabe en mettant l'accent sur les principaux défis politiques, socio-économiques et principalement le défi religieux qui est une caractéristique de ces pays. En effet, le religieux pourra s'avérer une variable pertinente dans ces transitions et par conséquent, il est très difficile de se prononcer sur la réussite de cette transition à court ou à moyen terme car les arabes sont maintenant dans une phase d'ébullition politique où le religieux peut aboutir à des résultats inattendus pouvant compromettre le processus démocratique.

Mots clés : Démocratie, corruption, croissance économique, transition politique, mouvement social, religion.

JEL classification : O43, O57, Z12.

Introduction

Les événements qui aboutissent à la chute des régimes dans les pays du printemps arabe, notamment la Tunisie, l'Égypte, la Libye et le Yémen représentent la fin d'un modèle de gouvernance autoritaire dans le monde arabe. Ce modèle satisfaisait les pouvoirs occidentaux qui y voyaient un rempart contre l'islamisme radical (Daguzan, 2011). Dans ces pays, le pouvoir était conforté par l'appui international dont il bénéficiait et par le pacte social qui assurait la croissance de l'économie, l'emploi et l'émergence d'une classe moyenne. Après les attentats du 11 septembre 2001, la politique des États-Unis a eu tendance à encourager les pouvoirs arabes par le renforcement de leurs systèmes répressifs à l'encontre des libertés individuelles des peuples. Pendant cette période, le monde arabe rata globalement la période euphorique de croissance des années 1970-1980 qui enregistra le décollage de l'Asie et des pays de l'Amérique latine. La libéralisation économique engagée dans le cadre de l'ajustement structurel n'a guère bénéficié aux populations et les mauvais choix politico-économiques n'ont abouti qu'à des stratégies de rattrapage.

La crise économique qui frappa le monde en 2007 a eu un impact majeur sur l'économie des pays émergents (Trabelsi, 2011). Les pays méditerranéens fortement liés à l'Union Européenne ne pouvaient qu'être touchés de plein fouet par cette crise. Les problèmes économiques croissants et les disparités régionales représentent la cause principale qui a fait déborder la situation sociale et ont conduit la population à descendre dans les rues pour protester contre leurs gouvernements révélant ainsi l'extrême fragilité politique de tous ces états. L'ère d'une transition démocratique arabe a commencé. C'est une transition qui vise à garantir et promouvoir la dignité et les droits fondamentaux de l'individu, à préserver la justice sociale, à favoriser le développement économique et social, à renforcer la cohésion de la société et à créer un climat propice à la paix internationale. Ce sont les mêmes causes qui ont déclenché une crise qui a secoué récemment la Turquie. Cette crise, comme l'a noté le sociologue turc Mustafa Poyraz, résulte d'un mouvement de contestation de la jeunesse qui exprime une aspiration à la liberté et à la dignité, dans un pays qui tente de concilier libéralisme économique et conservatisme sur le plan des mœurs et des libertés publiques.

1. Les transitions dans les pays du printemps arabe

L'année 2011 a été marquée par un changement politique pouvant affecter la société dans les pays du monde arabe. Les soulèvements des populations arabes se sont propagés de la Tunisie vers l'Égypte puis la Libye, le Yémen et maintenant la Syrie et la Turquie avec un contexte

différent. Ces révolutions ont provoqué dans toute la région un mouvement prônant la liberté et la lutte contre la corruption. L'histoire de la démocratie s'enrichit ainsi d'une nouvelle page qui consacre l'avènement des aspirations des peuples pour la prise en main de leur destin collectif. Les perspectives nouvelles déclenchées par les récents changements présentent manifestement des caractéristiques inédites.

Les récents événements dans les pays arabes ont marqué un tournant historique pour la démocratie. Ce tournant n'a pas eu un effet seulement sur les appareils politiques, mais il a été marqué par un nouveau processus conduisant à cet ébranlement. En particulier, le rôle éminemment nouveau et fondamental que la jeunesse a endossé comme véritable protagoniste du changement, le rôle des nouvelles technologies de la communication et de l'information ainsi que le rôle particulier de la femme en Tunisie.

2. Le rôle des femmes et des jeunes dans le monde arabe

La femme reste toujours un sujet central dans le monde arabe. C'est par elle que viendront véritablement le progrès et l'égalité. La participation des femmes dans la vie politique des pays en transitions sera capitale pour mettre en œuvre des fondements démocratiques dans les mœurs et les institutions. Toutes les actions en faveur de la parité et de l'égalité homme-femme devront être pleinement soutenues, aussi bien par les autorités nationales que par les acteurs régionaux et internationaux.

En 2002, le premier rapport arabe sur le développement humain (UNESCO, 2011) classait le manque d'autonomie des femmes parmi les trois principaux obstacles empêchant les pays arabes d'atteindre le sommet des classements mondiaux pour les échanges, l'éducation et la culture.

Aujourd'hui, il est impératif de donner aux femmes arabes leur chance de prospérer. Le rapport de l'UNESCO (2011) mentionne que l'émancipation et la participation pleine et entière des femmes en tant que citoyennes constitueront une force pour tous les pays arabes et leur permettront d'être plus prospères, plus influentes et de s'acheminer vers un développement humain plus abouti.

La législation tunisienne fait de la femme une véritable exception dans le monde arabe. Cette exception se traduit par un code du statut personnel très avancé, promulgué dès 1956 et qui consacre l'égalité de l'homme et de la femme. Ce statut a aboli la polygamie, a légalisé le divorce et l'avortement, a interdit la répudiation et a abrogé le mariage forcé. C'est dans la même ligne d'ouverture pour le droit des femmes que s'inscrit la décision prise par la haute commission chargée de préparer les dernières élections de la Tunisie (23/10/2011) concernant la parité des candidatures et la stricte alternance de candidatures féminines et masculines sur les listes présentées par les partis.

Le second facteur incontestable est la jeunesse qui représente l'un des moteurs principaux des changements sociopolitiques survenus dans le monde arabe. L'aspiration des jeunes à plus de liberté et de justice sociale est en effet le facteur d'accélération de l'histoire. Par conséquent, il est très important de ne pas décevoir une telle ferveur. De plus, la question de la jeunesse doit être mise en perspective dans une dimension intergénérationnelle. S'il est crucial de prendre des mesures en faveur des jeunes, il faudra également assurer un dialogue nourri entre les générations afin d'éviter la création des scissions qui peuvent être l'un des ferments des troubles et du malaise sociaux entre les personnes.

Toutefois, les démonstrations de force islamistes après les élections avec les menaces et les agressions physiques contre les femmes, les artistes, les militants des droits de l'homme et les démocrates se multiplient laissant prétendre un retour sur les promesses qui les ont conduits au pouvoir. Que ce soit en Tunisie, en Egypte, en Lybie ou au Maroc, les attaques contre les libertés, les droits des femmes, l'art et la culture et les médias sont devenues monnaie courante et qui pourront aboutir à un échec de la gouvernance des islamistes.

3. Les pays du printemps arabe et le religieux : une démocratie mort-née

La relation étroite entre le religieux et le politique fait l'objet de nombreux débats et de réflexions et nous oblige aujourd'hui à s'interroger sur les rapports entre logiques religieuses et construction démocratique. Dans un monde en pleine transition, le religieux est parfois requis pour pallier les défaillances du politique, notamment face à des inégalités sociales et économiques persistantes. La religion, vécue comme porteuse de justice et de solidarité, peut offrir d'autres dynamiques sociales ou spirituelles. Le rapport de l'UNESCO (2011) note que du point de vue de l'étude des transformations sociales, l'observation du phénomène religieux et de ses liens avec la sphère politique constitue un indicateur privilégié de l'évolution de la culture et de l'imaginaire politiques d'un peuple. Une telle observation est d'autant plus pertinente dans le monde arabe où l'équation entre le religieux et le politique a fait l'objet de débats publics, aussi bien en termes politiques qu'académiques et géostratégiques.

A noter que l'état démocratique, qu'il soit neutre, laïc ou lié à une religion, a pour principe de protéger la liberté de conscience, l'exercice de la foi et le pluralisme religieux, en leur permettant de trouver une place équilibrée dans la société.

Mais, malheureusement aujourd'hui, nous assistons à des poursuites judiciaires visant les journalistes, à des suspensions de chaînes de télévision en Egypte et en Tunisie et des demandes pressantes des extrémistes religieux égyptiens afin de détruire des monuments historiques classés par l'UNESCO comme les pyramides. Même le Maroc n'échappe pas à cette offensive d'intolérance politico-religieuse. Ainsi en est-il de l'interdiction de diffusion de certains magazines étrangers. En Libye, la chariâa est entrée en vigueur autorisant la pratique de la polygamie. Le pire est à craindre dans un pays où l'état peine à s'imposer aux groupes armés tribalo-islamistes qui font régner leurs propres lois dans les régions. L'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis en Lybie et le saccage de l'ambassade des Etats-Unis et de l'Ecole américaine en Tunisie montre une ruée vers un autoritarisme religieux à l'instar de celui d'Iran représentant ainsi un échec de ces révolutions dans l'instauration de la démocratie.

4. La communauté internationale et les transitions démocratiques dans les pays arabes

La communauté internationale s'est mobilisée depuis le déclenchement des révolutions pour l'accompagnement des processus démocratiques et ce, principalement sur le plan économique et financier afin de surmonter les difficultés économiques que connaissent ces pays.

Sur ce plan, la réunion du G8 de juin 2011 a lancé le « partenariat de Deauville » dans le cadre duquel les pays du G8 se sont mis d'accord afin d'aider les pays arabes dans leur transition vers des sociétés libres et démocratiques. La Tunisie et l'Egypte sont les premiers pays à s'être engagés dans cette transition et à rejoindre le partenariat de Deauville. Les banques de développement étaient prêtes à mobiliser plus de 20 milliards de dollars dont 3,5 milliards d'euros provenant de la banque européenne d'investissement (BEI) au profit de la Tunisie et de l'Egypte d'ici 2013 (Daguzan, 2011).

En Tunisie, Les émeutes avaient déjà coûté 3 milliards de dinars à l'économie (1,6 milliards d'euros), ce qui équivaut à 4% du PIB. Le tourisme qui représente 6,5% du PIB et emploie environ 400.000 personnes a été fortement touché et les recettes touristiques ont diminué de 37% en 2011. La crise libyenne est estimée avoir réduit la croissance tunisienne de 36% (BAD, 2012). D'un autre côté, Moody's a abaissé la notation des dépôts en monnaie locale et étrangère de cinq banques tunisiennes (Moody's a, b). Les révisions de notation reflètent les préoccupations sur l'impact potentiel de l'agitation sociale et politique sur l'économie. Le déficit budgétaire est de 5% du PIB en 2010 et a atteint 6,5% en 2011 et après avoir abaissé de deux crans la note de la Tunisie le 23 mai 2012, l'agence de notation Standard & Poor's vient d'annoncer que le déficit budgétaire de la Tunisie pourrait atteindre 7% du PIB au terme

de l'année 2012. La croissance économique est passée de 3,1% en 2010 à zéro en 2011 et l'inflation a atteint 6,1% en Mai 2013. La baisse des recettes du tourisme et la détérioration de la balance commerciale a apporté un gigantesque déficit du compte courant de 14,2% en 2011 contre un déficit de 2,4% en 2010. Notons aussi que la crise et la dette européenne pourrait compromettre le tourisme et les exportations qui représentent les deux premières ressources de la Tunisie en devises.

En Egypte, les pertes liées au tourisme dépassent le 1 milliard de dollars en 2011. En fin Janvier 2011, les actions égyptiennes avaient perdu 20% de leur valeur tandis que l'agence Moody's a abaissé la notation de cinq banques égyptiennes (Moody's a, b) et Standard & Poor's a abaissé sa notation sur la dette égyptienne. La croissance économique a chuté de 5,1% en 2010 à 1,2 en 2011 et l'inflation a atteint 11,1% en 2010 et 13,3% en 2011. Le déficit budgétaire était de 8% en 2010 et 12% en 2011.

Enfin et selon les statistiques du FMI en 2011, le taux de chômage au sein des jeunes est de 30% en Tunisie et de 25% en Egypte. Des chiffres inquiétants qui montrent la délicatesse de la situation actuelle.

5. Principaux défis

Les expériences vécues par les pays ayant connus des révolutions montrent que toute période de transition inspire beaucoup d'espoir et de promesses en même temps qu'elle suscite des malaises et des inquiétudes (Trabelsi, 2013). En effet, l'objectif de ces transitions est de répondre aux aspirations démocratiques des peuples de la région et aux nouveaux enjeux politiques, sociaux, culturels et éducatifs résultant des transformations sociales en cours et à venir. Ceci aura pour conséquence une amélioration de la croissance économique et une diminution de la corruption. Or, après presque deux ans de transition, les chiffres sont décevants comme le montre le tableau ci-dessous.

	Démocratie		Corruption		Croissance	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Tunisie	-4	0	4.3	3.8	3.1	0
Egypte	-3	-2	3.1	2.9	5.1	1.2
Libye	-7	0	2.2	2	3.7	4.6
Yémen	-2	-2	2.2	2.1	8	-2.5

Tableau : Indice de démocratie, corruption et croissance

En effet, ce tableau montre que les pays du printemps arabe peinent encore dans l'instauration de la démocratie après deux ans de la première révolution en Tunisie du 14 janvier 2011 et ce, malgré la liberté d'expression qui s'est instauré après ces transitions. D'un autre côté, on remarque que la corruption persiste encore et même s'est aggravée comme le révèle l'IPC et qui se rapproche vers zéro (corruption systématique) montrant ainsi que les gouvernements élus sont encore incapables de protéger leurs citoyens de la corruption, qu'il s'agisse de détournements de fonds publics, de versements de pots-de-vin ou de processus de décision opaque. Ceci montre que les révolutionnaires ont bel et bien pris le pouvoir mais leur capacité à changer une situation malsaine est limitée.

Enfin, la situation économique s'est sombrée dans ces pays. Entre 2010 et 2011, nous avons enregistré une perte de croissance de 3,1% en Tunisie, de 3,9% en Egypte et de 10,5% au Yémen. La Libye a été sauvée de peu grâce à sa production pétrolière. En effet, l'indice de croissance s'est amélioré de 0,9%.

Il faut noter que les transitions dans le monde arabe ont eu lieu dans une zone traversée par des conflits. Il s'agit là peut-être l'une des spécificités de cette transition. En effet, Nul ne peut ignorer le problème israélo-palestinien ou israélo-arabe qui va peser d'une manière ou d'une autre sur le devenir de ces transitions et aussi l'enjeu énergétique et stratégique de la zone du

Proche-Orient. La deuxième spécificité est que les transitions dans les pays arabes ont été manipulées par le phénomène religieux qui pourra avoir des conséquences néfastes sur l'instauration de la démocratie. De ce fait, ces pays devront faire face à certains défis politiques et économiques :

- Aucune transition ne peut réussir sans tenir compte du développement solidaire et des critères du développement humain. Il est nécessaire d'augmenter les investissements et les services publics dans les régions les moins desservies afin de contribuer à combler l'écart de bien être social. Concernant le cas de la Tunisie et selon la BAD (2012), cette augmentation peut atténuer l'impact des disparités régionales engendrées par la concentration des activités économiques dans les zones côtières et créer d'avantage d'opportunités dans les régions pauvres.

- Il faut améliorer la transparence concernant les informations et les données publiques afin de rétablir la confiance de la population dans le système.

- Il faut améliorer le système éducatif afin que les compétences produites soient adaptées aux besoins du marché du travail et surtout le secteur privé qui est le seul capable à absorber le flux des nouveaux diplômés.

- Une transition démocratique ne peut pas réussir sans le développement et l'innovation de l'économie. Les dépenses en R&D devront augmenter en impliquant le secteur privé afin de faire face à la concurrence grandissante des pays asiatiques et aussi d'attirer les investisseurs étrangers. Les pays de l'Europe de l'Est ont réussi à attirer des investissements et à développer leurs industries grâce au dynamisme de leurs activités de R&D.

- Il est indispensable de reconstruire les institutions et l'état de droit pour réussir une transition politique.

- Les pays arabes ont vécu souvent avec une justice arbitraire et soumise au politique et il est temps de rétablir une justice indépendante. Beaucoup de sociétés en transition continuent à lutter pour l'indépendance de la justice car elle est fondamentale et représente la garantie de la citoyenneté et des droits des citoyens.

- Enfin, il faut lutter contre la corruption car c'est un phénomène qui mine les institutions surtout lorsque celles-ci ne sont pas véritablement des institutions de droit. Selon le dernier rapport de la BAD (2012) sur la Tunisie, 86% des tunisiens trouvent que la corruption représente un grave fléau socioéconomique.

Dans le même contexte, une récente étude sur la compétitivité en 2012, élaborée par l'Institut de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives durant la période allant du 23 juin au 24 août 2012 sur un échantillon de 1.050 entreprises privées réparties sur tout le territoire tunisien, montre que la perception du climat des affaires est marquée par la corruption (34%) et l'insécurité (41%) qui représentent deux contraintes majeures pour le développement de l'entreprise. D'autre part, l'étude montre que 50% des entreprises n'ont pas réalisé des investissements en raison de l'instabilité politique, économique et sociale qui règne dans le pays. Par ailleurs, 6,3% des entreprises ont dû suspendre leur activité au cours du premier semestre en raison de l'insécurité. En effet, selon les statistiques de l'Agence de Promotion et de l'investissement Extérieur en 2012, les flux des IDE enregistrés au cours de l'année 2011 ont été marqués par une baisse de 25,7% par rapport de l'année 2010. Ce qui a engendré une cessation d'activité de 182 entreprises étrangères dont 64 entreprises Italiennes, 61 Françaises et 10 Allemandes entraînant ainsi une perte de 10930 postes d'emploi. En conséquence, le taux de croissance du PIB réel est passé de 3,1 en 2010 à 1,1 en 2011. La balance commerciale s'est détériorée, avec un déficit de 6.7 milliards de dinars tunisien en 2011 contre 6.5 milliards en 2010, soit 15.4 % du PIB en 2011 contre 10.6 % en 2010. Par ailleurs, le déficit courant a atteint 7.5 % du PIB en 2011 contre 4.8 % en 2010, suite à la diminution des recettes touristiques et des transferts des Tunisiens résidant à l'étranger.

6. Conclusion

En Tunisie, le soulèvement a commencé par une protestation sociale spontanée contre le chômage et l'injustice sociale dans les régions d'intérieur. Néanmoins, les facteurs qui ont déclenché la révolution demeurent encore après deux ans et demi de la révolution. En effet, la révolution a révélé l'existence d'importants défis sociaux et de développement et après les élections du 23 octobre 2011, il existe une attente élevée de la part de la population à voir ses conditions de vie changer mais malheureusement le débat sur la constitution s'est viré vers un débat religieux entre les politiciens qui a fini par partager la population au lieu de l'unifier pour faire face aux différents défis économiques et politiques. Ce partage de la population a conduit les égyptiens à descendre une deuxième fois dans les rues (30 juin 2013) pour mettre fin à une mauvaise gouvernance islamiste. Ceci nous pousse à mieux réfléchir sur le principe de la citoyenneté qui est basée sur la distinction entre le civil, le civique et le religieux. Cette question ne porte pas seulement sur la religion en tant que telle, mais sur la capacité de construire un état dont les fondements ne soient pas religieux. Autrement dit, l'enjeu consiste à trouver la solution qui puisse garantir la diversité religieuse sans faire de la religion l'élément fondamental sur lequel l'état s'édifie.

Cette distinction nous pousse à insister sur deux choses fondamentales à éviter dans ce domaine. En premier lieu, il ne faut pas que l'expression de la contestation sociale soit une expression religieuse. Deuxièmement, la religion ne doit pas être exploitée comme un facteur de régulation de pouvoir dans la coexistence entre les communautés. En effet, le grand défi pour les pays arabes est l'adéquation entre le religieux et le politique. Si, les pays arabes arrivent à surmonter ce problème, cette transition politique ne peut être que bénéfique sur l'instauration de la démocratie, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la croissance économique à l'instar de tous les pays qui ont connu des transitions démocratiques dans le monde (Trabelsi, 2013) et qui n'avaient pas la variable qui caractérise les pays arabes à savoir la religion. Pour surmonter ce défi, le rôle des femmes et des jeunes peut s'avérer très important. En effet, la force de ces derniers pourra être la meilleure solution contre un régime autoritaire religieux. Ce régime autoritaire fermé sur lui-même pendant des décennies était formidablement organisé pour résister dans la clandestinité et de bénéficier d'un préjugé favorable auprès de l'opinion arabe face à des régimes autoritaires corrompus. Les islamistes semblaient incarner une alternative vertueuse, préoccupée de justice sociale et de bonne gouvernance. Cependant, après la prise du pouvoir dans certains pays arabes, ils ont démontré leur incapacité à instaurer la sécurité, à trouver une solution au chômage ou à la pauvreté montrant ainsi leurs incompétences à assumer les responsabilités du pouvoir. De ce fait, la chute est inévitable.

Références

- BAD., (2012), Tunisie : Défis économiques et sociaux post-révolution.
- Daguzan J-F., (2011), La crise arabe : De la crise économique à la révolution politique?, *Maghreb-Machrek*, 206.
- Moody's., (2011), Moody's takes action on five Tunisian banks' ratings, *January 21st*.
- Moody's., (2011), Moody's downgrades five Egyptian banks; on review for further possible downgrade, *February 2nd*.
- Trabelsi M.A., (2011), The impact of the financial crisis on the global economy: Can the Islamic financial system help?, *Journal of Risk Finance*, 12(1), pp. 15-25.
- Trabelsi M.A., (2013), Post-political transitions in Arab spring countries: The challenges, *Transition Studies Review*, (forthcoming).
- Unesco., (2011), Démocratie et renouveau dans le monde arabe, *21 Juin*.